

TRIBUNE

3

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

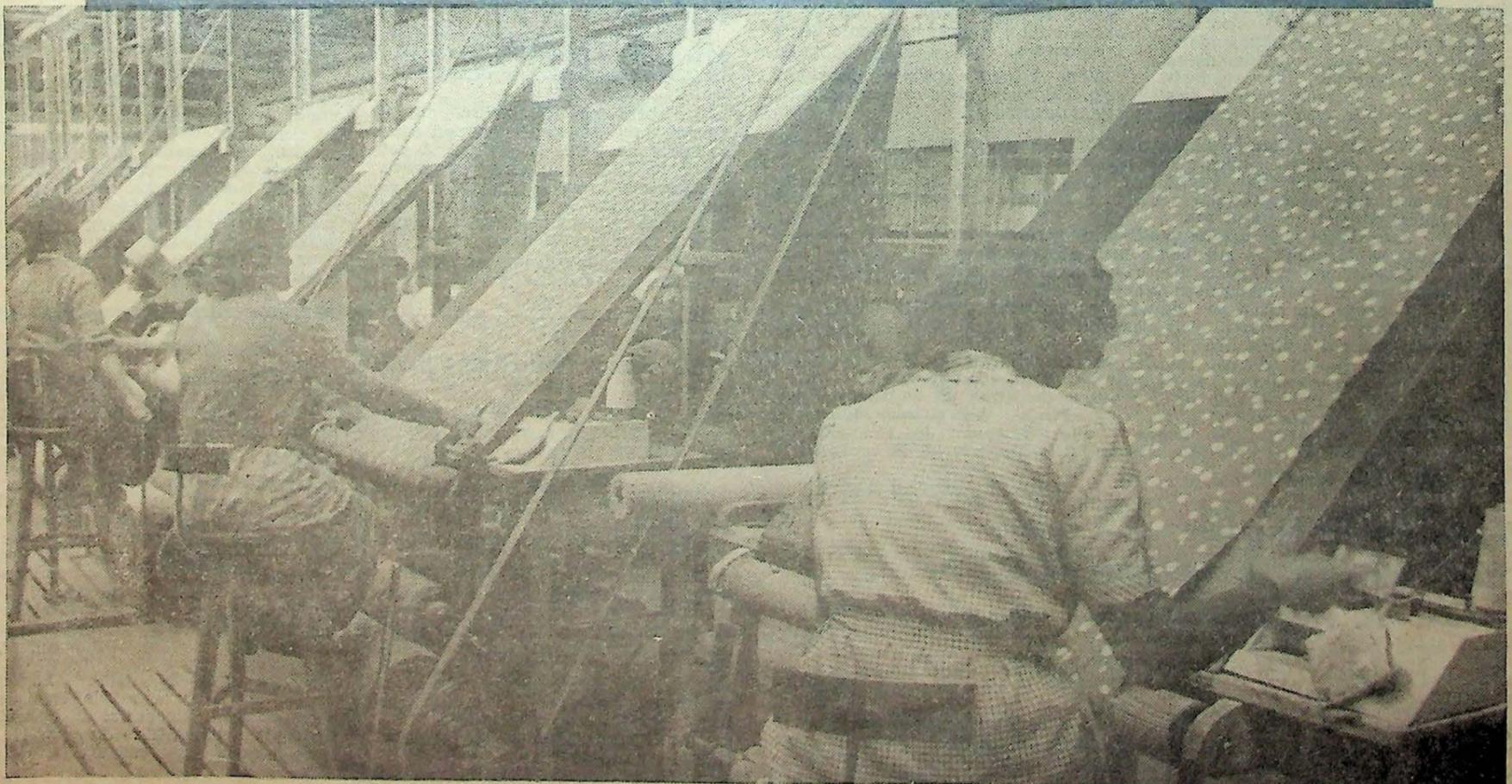
PRIX : 70 centimes

N° 220. — 26 DECEMBRE 1964

- **Bilan de la politique étrangère
du gaullisme.** (page 3)

- **Les élections municipales dans
la région parisienne.** (page 4)

- **LA CRISE DU TEXTILE DANS LE NORD**
(page 5)



(Photo A.D.P.)

Courrier des lecteurs

A propos de l'article sur Sartre à la Mutualité

● Pas de « culte de la personnalité »

Il est possible que certains lecteurs (cf. la lettre de J. Mourier) soient rebutés par des études et des analyses un peu trop complexes. Il faut autant que possible l'éviter — c'est souvent une question d'habitude. Mais le public militant qui lit T.S. est un public qui fait un effort de lecture. Ceci me semble, en tous les cas, moins grave qu'un autre défaut de la presse politique de gauche, qui rebute totalement les jeunes générations et là, sans aucun profit pour personne : je parle du maniement de l'insulte, de la mauvaise foi et des procès d'intention.

L'article de Marcel Aizertin sur « Littérature et Politique » me semble le type même de l'excès de vocabulaire fort en usage dans L'Humanité à l'époque du « culte » et auquel la presse communiste tend, elle, à renoncer. Le vocabulaire, d'abord, « fait grincer les dents », « cracher son venin », « les plumitifs de service », « la manœuvre cousue de fil blanc »... Si nous voulons être entendus des jeunes, laissons, de grâce, à la porte ce langage stéréotypé et inutilement méchant : il n'a jamais convaincu personne que la hargne de celui qui s'en sert.

De la mauvaise foi, aussi : dire que « Axelos » a mal de ne pas être l'ami de Sartre ou que Claude Simon veut avoir sa statue au Quartier latin est grotesque.

Mais il y a mauvaise foi quand on décrit des personnes que l'on connaît sous un jour que l'on sait faux.

On peut ne pas apprécier la philosophie d'Axelos — son « Marx, penseur de la technique » pourtant est une réflexion importante sur le rôle formateur de Marx dans la pensée moderne et la liaison indissoluble entre marxisme et progrès technique. Mais on ne peut pas, en tous les cas, la considérer comme une pensée réactionnaire. Axelos a bien le droit, après avoir largement contribué à la connaissance et à la diffusion en France des œuvres de jeunesse de Marx (« Le Manuscrit économique-philosophique » de 1844), d'en revenir au « Capital », alors que Sartre découvre les dites œuvres de jeunesse. Cela lui donne le droit d'en discuter avec Sartre sans qu'il y ait scandale. D'autant qu'il est difficile de refuser à Axelos,

ancien dirigeant de l'EPON, qui a combattu les armes à la main le nazisme et le monarcho-fascisme en Grèce, fut condamné à mort dans son pays et a toujours refusé, bien qu'il ait rompu idéologiquement avec le parti communiste, de le désavouer pour retrouver dans son pays le crédit et les postes universitaires qui lui étaient proposés, le droit de parler de « l'engagement ». Sartre n'eut pas, humainement, été déshonoré d'avoir un tel colloqueur.

De même, en présentant « un certain Lapassade » comme un « plumitif de service » de Combat, Aizertin induit en erreur le public de T.S. Georges Lapassade, fils de paysans béarnais, petit instituteur devenu docteur ès lettres, n'écrit pas dans Combat pour gagner sa vie — ce qui ne serait d'ailleurs pas, en soi, critiquable. Lapassade est discutable et discuté : mais c'est un honnête universitaire socialiste dont la pensée a largement contribué à la formation des nouvelles réflexions du mouvement étudiant sur la structure de l'Université. Toutes les batailles politiques l'ont trouvé à nos côtés, et activement. S'il est au « service » de quelqu'un dans cette affaire, ce n'est certes pas des institutions bourgeoises dont il est, au moins autant que Sartre, tenu à l'écart.

Je serais, si j'étais Sartre, mal à l'aise en lisant l'article d'Aizertin et je pense qu'il le sera. L'usage fait par celui-ci, à l'encontre des critiques de Sartre, des procédés et du langage utilisés hier encore par les dogmatiques staliniens et trotskystes à l'égard de Sartre lui-même est un bien dangereux hommage. Lapassade a sans doute eu grand tort de rendre Sartre responsable du « culte de la personnalité » que certains milieux de gauche sont en train de tisser autour de lui. Mais des articles comme celui d'Aizertin démontrent que le phénomène existe. Ils n'ont, je le dis tout net, pas leur place dans Tribune Socialiste.

Ce n'est pas aider à l'unité de gauche que d'ériger des « tabous » autour de certaines personnalités et de rejeter dans « les rangs de la bourgeoisie » toute critique faite à leur égard.

Serge Mallet.

● Raymond Le Loch (Morlaix)

Je ne sais pas quel est le « plumitif de service » (pour reprendre une de ses expressions responsable de l'article « Littérature et Politique » paru dans le dernier numéro de T.S. Je ne suis pas des amis de Claude Simon ni du « pauvre Lapassade », je ne me ferai pas le défenseur des « lamentations de sieur Lapassade », ils sont certainement capables de se défendre eux-mêmes. Je voudrais quand même protester contre une certaine forme de critique (dont on

pouvait penser qu'elle n'avait pas cours chez nous) et contre un vocabulaire qu'on pouvait fort bien laisser à d'autres.

Ce n'est pas en quelques jugements rapides, agrémentés d'injures non moins rapides, qu'on tranchera la querelle du « nouveau roman » et de « l'ancien ».

L'un et l'autre valent mieux que cela. T.S. aussi. Mais « on a les amis que l'on mérite ».

N.D.L.R. — Notre collaborateur Marcel Aizertin, ayant pris connaissance de ces lettres, nous a fait parvenir la réponse suivante :

Je ne pensais pas, tirant les enseignements de la conférence de la Mutualité, organisée par « Clarté », soulever des protestations aussi véhémentes et péremptoires.

Sans doute ai-je usé de qualificatifs sévères pour juger de quelques écrivains de gauche à qui Sartre peut déplaire.

Mais ce que je voulais dire c'était ma réprobation devant des querelles qui ne sont comprises que par de rares initiés.

Il existe, en effet, une gauche intellectuelle, dont les débats sont sans doute intéressants, mais dont les divisions sont le plus souvent incompréhensibles des militants.

Ceux-ci sont souvent excédés par les règlements de comptes qui séparent ces « penseurs » et ne sont comprises que par eux.

Pour les militants, la lutte politique demande un engagement qui ait une réelle efficacité. Et sur ce point, je pense qu'une conférence de Sartre est utile à la gauche et que l'étalement des rancœurs ou colères de tel ou tel autre écrivain ne fait qu'apporter de la confusion à notre lutte commune.

Marcel Aizertin.

A propos de l'article

« Les jeunes médecins passent à l'attaque »

● Michel Le Calvez (Lille)

Contrairement à de trop nombreux militants P.S.U., je m'efforce de lire la majorité des publications du parti, y compris Tribune ; j'ai eu beaucoup de courage pendant longtemps. J'en suis maintenant en partie récompensé et j'y trouve quelquefois ce qui n'est

pas ailleurs : la recherche de réformes fondamentales qui mettraient en cause les bases mêmes du régime du profit.

Ce n'est malheureusement pas le cas d'un article du Dr Albuher paru dans T.S. du 12-12. Je n'ai pas com-

pris après sa lecture en quoi « les jeunes médecins passent à l'attaque » et en quoi surtout l'auteur se différencie de ses confrères.

Il ne fait que se livrer avec une juste banalité à une défense catégorielle qui se trouve dans toutes les publications médicales, même les plus réactionnaires. Pourtant les doubles emplois de consommation médicale sont nombreux (causés par le libre choix du médecin et la concurrence qu'ils se livrent, par exemple pour rédiger les ordonnances ou les arrêts de travail demandés), alors que la suppression du paiement à l'acte et

l'institution d'un carnet de santé pourrait y remédier.

Qu'il nous livre donc, ce médecin, les détails de son contre-plan médical, ce qu'essaie de faire, avec quelque succès me semble-t-il, la commission de santé du P.S.U. de Lille, composée de médecins, de fonctionnaires, d'étudiants et d'usagers, dont une proposition de plan de transition de Service national de Santé a été présentée, sans réponse à ce jour, aux instances compétentes du parti, et qui s'attaque actuellement à la régionalisation de son projet et à sa projection dans un avenir plus idéal.

RHONE

La démocratie municipale, thème du stage de la Fédération

Au cours d'un récent week-end, la Fédération du Rhône organisait, à Saint-Germain-au-Mont-d'Or, un stage de formation sur les problèmes d'action locale et municipale.

Les problèmes de la croissance des villes, le développement des « cités-dortoirs », les projets d'urbanisme, souvent inadaptés aux besoins, ont été développés par un maître assistant de Géographie à la Faculté et un architecte.

Des conseillers municipaux P.S.U. et un membre de la Commission municipale d'urbanisme de Lyon ont présenté leur action, leurs réalisations au sein de leur commission et conseils municipaux.

Des témoignages sur la naissance et la gestion d'équipements sociaux-culturels ont été apportés par un directeur de Maison de Jeunes et de la Culture, des membres de conseils d'animation de Centres sociaux, un responsable d'Association d'usagers.

Le rôle des corps intermédiaires, les problèmes posés par les nouvelles structures à promouvoir pour une vie démocratique dans la cité, ont été abordés par un responsable lyonnais des Francs et Franches Camarades et de l'Association syndicale des Familles et un responsable du groupe « Démocratie locale » de Chambéry.

Chacun de ces rapports a été suivi d'une discussion à laquelle partici-

paient plus de soixante adhérents et sympathisants de la région.

Au cours des conclusions, a été défini ce que devrait être une vie démocratique dans une commune, après échange de vues sur la plate-forme d'action municipale du P.S.U.

Une prochaine session de formation, sur les problèmes économiques de la région, aura lieu au cours d'un week-end de février.

Harris Puisais, directeur politique de « T.S. », invité à Cuba

Le gouvernement cubain vient d'inviter notre camarade Harris Puisais à se rendre à Cuba pour les fêtes de fin d'année.

Au cours de son séjour, notre camarade étudiera plus particulièrement les problèmes économiques et sociaux. Le Bureau national lui a demandé d'apporter le salut du P.S.U. à Fidel Castro et à ses compagnons.

Nous publierons, en février, dans « T.S. » les articles relatifs à ce voyage.

HERAULT

Un appel du P.S.U. pour les municipales

La section de Montpellier du P.S.U., réunie le 16 décembre 1964, a adopté à l'unanimité la motion suivante :

« La section de Montpellier du P.S.U. estime indispensable, à trois mois des élections municipales, de rendre publique la position de notre parti en vue de ces élections.

Le P.S.U. considère qu'une victoire de la gauche à Montpellier sur le plan municipal est possible à deux conditions :

— d'abord que soit réalisée, dès le premier tour de scrutin, l'union sans exclusive de toute la gauche. A cet égard, le P.S.U., conformément à son attitude constante sur le plan national comme sur le plan local, rejette l'exclusive anticommuniste et s'oppose à toute coalition centriste ;

— ensuite que soit mis sur pied, en commun, un véritable programme de

gestion démocratique de la ville de Montpellier, partant des revendications des travailleurs et définissant, sans démagogie électoraliste, un programme réaliste de gestion dans les domaines du logement, de l'éducation, des loisirs, de l'urbanisme, etc.

En ce qui concerne le programme, le P.S.U. a mis à l'étude ces différents problèmes et fera connaître les solutions qu'il préconise.

En ce qui concerne l'union nécessaire, le P.S.U. n'a épargné et n'épargnera aucun effort pour surmonter les exclusives et les sectarismes. Il est certain, ce faisant, de répondre à l'attente de l'ensemble des militants de gauche et de pouvoir compter sur leur soutien. Il appelle les travailleurs à faire connaître aux différents partis de gauche leur volonté d'union pour une victoire de la gauche aux élections municipales. »

ARIEGE

● Elections municipales partielles

Des élections pour la désignation de cinq conseillers municipaux ont eu lieu le 13 décembre.

Les résultats sont les suivants : Inscrits : 4.901 ; votants : 3.067.

Liste S.F.I.O., 1.800 voix de moyenne ;

Liste P.S.U., 700 voix de moyenne ;

Liste P.C., 400 voix de moyenne.

Il n'y avait pas de liste à droite. Traditionnellement, dans ce département, les voix réactionnaires se portent alors sur les candidats socialistes. Nous ne pouvons donc que nous féliciter de l'excellente tenue de nos camarades du P.S.U. Pour les élections de mars, la présence d'une liste de droite posera le problème de la formation d'une liste de gauche opposée à tout opportunisme.

Henri Sack n'est plus

La Fédération de l'Oise est en deuil : notre camarade Henri Sack, docteur ès Sciences, chef du Laboratoire de Macrochimie au Centre d'études et de recherches des Charbonnages de France, est mort dans un stupide accident d'automobile.

Sack avait milité à l'U.G.S., puis au P.S.U., à Sainte-Geneviève-des-Bois, puis au Raincy. Il était membre de la Commission exécutive de Seine-et-Oise. C'était un militant dévoué, un excellent camarade, qui avait fait ses premières armes dans le mouvement ouvrier allemand, et qui sera regretté par tous ses amis.

La Fédération de Seine-et-Oise, représentée par le camarade Favennec, a salué sa dépouille lors des obsèques le 7 décembre, et apporté toute la sympathie du parti à Mme Sack et à ses enfants.

GAULLISME, O.T.A.N. ET DÉSARMEMENT

La réunion de l'O.T.A.N. la semaine dernière a été une belle occasion pour de Gaulle de faire connaître une fois de plus à ses partenaires ce qu'il veut : que l'Alliance atlantique soit une « alliance », et non une intégration, c'est-à-dire que chaque force nucléaire nationale y soit autonome, et que l'ensemble des forces des Etats membres de l'alliance soit dirigé par un directoire où siègerait la France, et où chaque partenaire nucléaire aurait les mêmes droits.

C'est la même conception que de Gaulle a de l'Europe : une association d'Etats, « l'Europe des patries », sans intégration politique. Avec une différence cependant : de Gaulle voit très bien la France diriger cette Europe associée.

A ces conceptions, les autres « occidentaux » opposent des plans différents. Les Américains se considèrent tout naturellement comme les intégrateurs de l'O.T.A.N. C'est un fait qu'ils disposent d'une force nucléaire déjà à pied d'œuvre, capable de couvrir l'Europe, la zone atlantique, et même le monde entier. On admet qu'ils ont triplé leur capacité en missiles depuis deux ans, et qu'en fusées et avions ils dominent l'U.R.S.S. à 5 contre 1. La flotte sous-marine porteuse de « polaris » ajouterait à cette puissance deux cents à trois cents fusées. Les Britanniques, comme les Allemands, songent à une force multilatérale mi-atlantique et mi-européenne, avec ou sans la France.

Quant à l'Europe, la Grande-Bretagne reste toujours réservée sur les conditions de son entrée dans le Marché commun, mais les Etats-Unis ne voient pas d'inconvénients à une union qui aboutisse, après constitution d'un marché unifié, à une direction diplomatique unifiée. Jusqu'à présent, ils n'ont pas été gênés par le Marché commun pour étendre leurs investissements en Europe, bien au contraire.

En exaltant le chauvinisme et le nationalisme français contre ces conceptions, de Gaulle recueille évidemment certains succès : chez ceux qui redoutent toute alliance avec l'Allemagne fédérale, chez ceux qui craignent la domination américaine sur l'Europe, chez ceux qui souhaitent voir les métropoles européennes s'orienter vers le Tiers Monde, et finalement chez ceux qui recherchent une entente diplomatique avec l'U.R.S.S. et les pays de l'Est, Chine comprise. Mais sa résistance à toute forme d'intégration prend une forme si agressive qu'elle compromet non seulement ses relations avec ses alliés, mais aussi ses chances de réaliser une politique à longue portée fondée sur la puissance autonome de la France.

On a vu, lors de la discussion finale relative à la fixation des prix qui devait permettre la mise en route du marché

agricole commun, ce que valaient les menaces du Président de la République : à la dernière minute, l'accord s'est fait sur l'ancien plan Mansholt, et les agriculteurs français n'étaient pas les derniers à le souhaiter. La menace de se retirer du Marché commun est désormais vide de sens : ni les grands capitalistes industriels, ni les entreprises du secteur public, ni les grandes associations agricoles ne peuvent plus accepter de revenir en arrière. Ce marché est comme tous les marchés : l'arène d'une compétition acharnée. Mais le capitalisme ne vit que de cette compétition, et il ne renoncera pas de son plein gré aux meilleures conditions pour la mener.

Quant à l'O.T.A.N., la menace de s'en retirer est tout aussi illusoire. La plus ou moins grande autonomie des forces militaires qui la composent n'empêche pas que sur les points décisifs — force nucléaire, productions spécialisées, logistique, stratégie d'ensemble — l'O.T.A.N. est une articulation, et même une intégration, devenue nécessaire aux Etats occidentaux. Dans la logique de leur politique de défense, l'alliance est la clé de toutes leurs combinaisons. Que chaque pays se réserve de juger du bien-fondé de la riposte est une chose. Que cette riposte soit fatalement collective en est une autre. Au-delà de toutes les querelles internes de l'O.T.A.N., la solidarité des grands Etats qui la composent est une donnée que de Gaulle en personne est incapable de modifier au fond.

C'est pour cette raison que, du point de vue même de la bourgeoisie et de l'Etat français actuel, la politique de de Gaulle est dans une impasse. Elle peut conduire à des succès de vanité, sinon de vrai prestige. Elle peut donner l'apparence d'une « liberté de manoeuvre » profitable au pays. Mais elle ne lui donne pas le genre de garantie qu'elle prétend lui assurer, c'est-à-dire une garantie « totale ».

Lors de la réunion de l'O.T.A.N., le ministre Messmer a rappelé que si la France voulait conserver la libre disposition de sa force nucléaire, c'est parce qu'elle voulait la faire servir, à l'occasion, à une riposte massive et totale alors que les Etats-Unis envisagent une riposte « flexible ». Dans la conjoncture actuelle, c'est un aveu de faiblesse, et non de force. Car si les Etats-Unis parlent de riposte « flexible », c'est justement parce qu'ils savent qu'ils disposent des moyens de la réponse « totale », tandis que la France n'en est encore qu'à jouer avec un projet stratégique aux moyens des plus restreints.

C'est pour toutes ces raisons que nous rejetons aussi bien la stratégie gaulliste que les stratégies succédanées qu'on lui oppose à droite, au centre et même

dans certains milieux socialistes. Intégrée ou associée, multilatérale ou nationale et autonome, l'arme nucléaire est plus que jamais la menace qui pèse sur l'avenir socialiste de l'Europe et de l'humanité. Si l'Europe, ou l'Europe dans l'O.T.A.N., entre dans la voie, non seulement de l'intégration capitaliste, mais de l'intégration militaire, on peut dire qu'elle verra terriblement réduites ses chances d'ouvrir un avenir nouveau à la paix.

Il est vrai que l'U.R.S.S. détient elle aussi une force capable de ruiner l'Europe. Mais si l'équilibre de la terreur est la forme militaire de la « coexistence pacifique », c'est un équilibre précaire, à l'abri duquel les pays se ruinent et l'opération se perpétue. A cet égard, la politique gaulliste ne vaut pas mieux que celle du Pentagone, du Kremlin ou de Pékin.

On a souvent répété que le conflit nucléaire planétaire est impossible à cause de l'immensité des pertes que personne ne voudra risquer. Ce genre de pari a déjà été fait dans le passé, mais il a toujours mal tourné. De Gaulle le fait tout comme les autres. C'est pourquoi notre opposition au gaullisme rejoint ici notre opposition à toutes les politiques nucléaires. La semaine dernière, les manifestants qui se sont adressés à l'O.T.A.N. à l'appel du Mouvement contre l'armement atomique avaient le même objectif.

Notre opposition à la politique militaire gaulliste n'est pas une querelle sur les avantages relatifs d'une autre politique nucléaire. C'est une opposition radicale, qui vise à engager la France et l'Europe dans une autre voie : celle de la neutralité, celle du désengagement vis-à-vis des deux blocs, celle du désarmement. De Gaulle voudrait se faire passer pour le promoteur d'une politique d'équilibre entre l'Est et l'Ouest, et entre partenaires de l'Alliance atlantique. Mais c'est une duperie à laquelle il faut se refuser de toutes ses forces. Elle ne vise qu'à faire reconnaître à la France un rôle prééminent dans une stratégie semblable. Et c'est cette prétendue « indépendance » qui coûte à la France 30 p. 100 de son budget et 20 p. 100 de son produit national, sans compter l'asservissement de l'opinion par la radio et la télévision !

L'heure est venue pour toute la gauche de démasquer le gaullisme sur ce terrain comme sur les autres. Lors des campagnes électorales prochaines, les militants socialistes de tous les partis doivent mettre la dénonciation de la force de frappe au premier rang de leurs préoccupations. C'est une des conditions de l'unité populaire, et par conséquent l'une des conditions de la victoire.

Pierre NAVILLE.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

| Dans la clarté...

Nous avons eu l'occasion, il y a quelques semaines, d'entretenir les lecteurs de « Tribune Socialiste » des inquiétudes que nous concevions quant à la préparation des prochaines élections municipales dans la région parisienne.

Le malaise qui pesait sur les rapports entre les organisations de la gauche socialiste semble cependant s'être éclairci. Au terme de nos demandes répétées et pressantes, un contact a pu s'établir avec les Fédérations de la Seine du Parti communiste et de la S.F.I.O.

Plus question de « protocole », on ne parle plus d'accord exclusif des uns ou des autres. Bien sûr, il y a eu des « conversations préliminaires », il y a des « bases d'accord éventuel »... mais l'essentiel reste que communistes comme socialistes nous ont fait part de leur désir de voir se réaliser dans la Seine un accord départemental des partis de gauche. Une telle déclaration ne pouvait que nous réjouir, nous qui n'avons cessé de proclamer la nécessité de cet accord, coalisant autour d'une plate-forme commune les forces socialistes et populaires.

Il reste que les soucis tactiques des uns et des autres continuent à peser sur l'atmosphère des discussions. Et en ce domaine, combien d'incertitudes ! L'attitude très ambiguë adoptée à son Conseil national par la S.F.I.O. et qu'Harris Puaisais a condamnée ici-même la semaine dernière, se traduit, dans la Seine, par la tentation du double jeu. Les stratèges du boulevard Magenta se satisferaient très bien d'une situation dans laquelle ils auraient la possibilité ici de faire rééire leurs sortants avec l'appoint des voix communistes, là de passer accord avec les tenants de la droite classique contre le P.C. Et, par ailleurs, peut-on être bien sûr que le Parti communiste qui, électoralement, a tout à y perdre, maintiendra jusqu'au bout sa recherche d'un accord des forces de gauche ? C'est assez dire que les craintes que nous analysons il y a quelques semaines ne sont pas toutes disparues, même si elles se sont estompées. Et la longueur des délais qu'il faut pour réunir autour d'une même table tous les représentants des organisations intéressées n'est pas faite pour nous rassurer !

Pour le P.S.U., nous l'avons déjà dit et le répéterons autant de fois qu'il sera nécessaire, la réalisation de cet accord des forces socialistes pour les élections municipales est une question de principe : partisan depuis toujours de listes uniques dès le premier tour, le P.S.U. ne peut être que renforcé dans sa position par les dispositions de la nouvelle loi électorale. La seule démonstration que les travailleurs et

leurs organisations peuvent opposer à la manœuvre du pouvoir gaulliste visant à faire sentir que face à lui il n'y a que rivalités et vide, c'est de réaliser leur unité qui, si elle se réalisait, balayerait en maints endroits les fantoches gaullistes.

C'est dans cette direction que, pour sa part, le P.S.U. est décidé à continuer à œuvrer. Il reste que pour que cette unité se réalise de manière profonde et durable, pour qu'elle soit comprise des masses populaires et déborde le cadre d'une simple conquête de mairies, il faut qu'elle apparaisse sans ambiguïté, représentative et avec un contenu.

Sans ambiguïté, car les travailleurs ne comprendraient pas que, sous prétexte d'efficacité, les listes d'union de la gauche soient étendues à des hommes qui, comme le P.S.U. l'a dit depuis déjà de nombreux mois, ne sont séparés du Pouvoir que par « des désaccords subalternes et provisoires ». On ne combat pas les patrons avec des hommes liés au patronat ; on ne combat pas les lois antilaïques avec les partisans de l'école libre. On ne combat pas le régime gaulliste avec des hommes qui ont si longtemps soutenu le gaullisme. Il semble d'ailleurs que cette nécessité soit aujourd'hui présente à l'esprit de tous les responsables des organisations de gauche. Il reste qu'il ne faudrait pas que sous prétexte d'« élargissement », on cherche à introduire dans ces listes des « personnalités » qui n'auraient pas clairement et publiquement rompu avec la réaction de quelque couleur que ce soit. Pour notre part, nous y veillerons très attentivement. Car le seul élargissement que nous pouvons envisager ne peut concerner que d'authentiques hommes de gauche, militants syndicalistes, animateurs locaux, responsables d'associations populaires, etc.

Représentative, car les travailleurs ne comprendraient pas qu'une quelconque des organisations populaires soit exclue des conversations préliminaires et des accords éventuels. Et ceci non seulement pour les différents partis se réclamant du socialisme, mais aussi pour toutes les organisations représentatives des travailleurs, centrales syndicales notamment. L'unité ne peut être profonde que si elle englobe tous ceux à qui les travailleurs font confiance pour défendre leurs intérêts. A ce sujet, nous avons pu noter une évolution très intéressante dans les conversations que nous avons eues avec divers militants syndicalistes. Certes, les uns comme les autres nous ont exposé les difficultés qu'ils avaient à s'engager en tant que tels dans une bataille électorale. Mais, jamais auparavant, les organisations

syndicales n'avaient paru à ce point intéressées à un accord politique des forces de gauche.

Avec un contenu, car les travailleurs ne comprendraient pas un accord qui ne serait passé que sur un partage d'influences ou un marchandage de sièges. La victoire n'est possible que pour autant que les organisations populaires sauront opposer à la politique du pouvoir leurs propres conceptions et leur propre programme. Pour notre part, nous avons déjà fait des propositions. Nous sommes prêts à tout moment à les confronter avec celles de nos partenaires. Ce n'est qu'au cours de telles discussions que pourront voir le jour les meilleures solutions pour l'amélioration des

conditions de vie des travailleurs.

En définitive, notre souhait le plus ardent reste que les organisations populaires engagées dans les meilleurs délais cette confrontation d'ensemble. Nous sommes persuadés que, dans un esprit de compréhension mutuelle, elle ne peut qu'être positive et très vite devenir publique. Les travailleurs, en effet, auraient du mal à comprendre qu'on les tienne à l'écart des accords passés et que se perpétuent trop longtemps les « tractations secrètes » des états-majors politiques. L'unité des forces de gauche n'est possible que pour autant qu'elle s'appuie sur le soutien actif des masses populaires. Les travailleurs ont le droit de savoir et de juger.

CASSIS ROUGE + VIN BLANC = KIR

Il semble qu'à Dijon, ville du chanoine Kir, la formule composant l'apéritif bien connu et bien nommé soit politiquement à l'honneur.

Il est certain que les relations du chanoine sont à gauche, très à gauche, surtout sur le plan international. Khrouchtchev choyait fort l'homme de robe et Léninegrad, jumelée avec Dijon, honorait fort l'ecclésiastique frondeur.

Mais nous savons bien que, derrière ce « folklore », la réalité politique demeure. Le chanoine Kir est, certes, sympathique par son anticonformisme, mais son âge seul évite les critiques de fond. Il n'est pas, pour cela, devenu le représentant des forces de gauche. Et si Moscou l'accueille bien, il fut, il y a peu de temps aussi, bien accueilli à Dallas, au Texas. Ses électeurs sont encore en grande partie d'inspiration conservatrice, non seulement par leur fidélité à sa per-

sonne, mais également par leurs préférences politiques.

On comprendrait donc mal que ce qui est « faute » en Loire-Atlantique devienne tolérable en Côte-d'Or.

Lorsque Jacques Duclos, à Nantes, marque son hostilité à André Morice, nous disons : « Très bien ! », nous qui, quelques jours auparavant, avons très clairement affirmé notre refus de collaboration.

Nous espérons qu'à Dijon le même langage sera tenu et que nous n'aurons pas à regretter demain une faiblesse qui, pour des raisons tactiques, baptiserait rouge ce qui est blanc.

Il ne peut y avoir qu'une attitude politique. Elle dépend des idées et non des hommes. Elle est la raison de notre combat et de notre fermeté.

Nous n'accepterons nulle part le silence qui couvrirait de telles opérations.

Ni à Nantes hier.
Ni à Dijon demain.

MANIFESTATION

Après le meeting pour le désarmement et la paix

La date à laquelle a eu lieu, d'une part, la conférence de presse du M.C.A.A., d'autre part, le meeting de protestation organisé pour protester contre tout armement atomique, tenus au moment de la session annuelle de l'O.T.A.N., ne nous a pas permis d'en rendre compte à la date de parution de T.S.

Nous nous devons de dire que ces manifestations, organisées sous l'égide de la Confédération internationale pour le Désarmement et la Paix avec

la présence de nombreux représentants de plusieurs pays, ont obtenu un grand succès.

Il est à noter que le Mouvement de la Paix était présent à cette manifestation, représenté par M. Souquière qui prit la parole ainsi que notre camarade C. Bourdet, pour le M.C.A.A., et le savant Jean Rostand qui dénonça une fois de plus les risques courus par l'humanité dans cette folle préparation de l'armement atomique.



Pendant la conférence pour le désarmement et la paix, on pouvait voir, de gauche à droite : Klaus Vlack (Allemagne de l'Ouest) ; Mlle Peggy Duef (Grande-Bretagne) ; M. Brockway (Grande-Bretagne) ; M. Claude Bourdet (France), qui avait pris la parole, M. Andréa Cajjero (Italie), et M. Jerry Hunnius (Canada).

(Photo AGIP.)

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :
ERIC BERGAIRE

● Administration : 64, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél. : FON 22-60

● Publicité :

Geneviève Mesgulche
6, Avenue du Maine
Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication :
Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

NORD

Deux ans après les mineurs, le textile



Un travailleur sur deux, dans le textile, gagne moins de 450 F par mois.

Dans l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing, l'emploi s'est, en quelques semaines, détérioré de manière alarmante : à Roubaix, fermeture chez Dewavrin, chômage total aux Ets H. Ferrant, 250 licenciements aux Peignages Motte ; à Marcq, fermeture de la Société Industrielle de Tissage ; à Lille, fermeture des Ets Faucheur, et à la Lainière, les effectifs se sont dégonflés de plusieurs centaines de salariés.

Et surtout, partout, le chômage partiel, les 32 heures : 14.000 chômeurs partiels dans l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing, 1.500 à Armentières. Profitant de la trêve des confiseurs, on ferme les usines pour la Noël, jusqu'au 10 ou 20 janvier 1965.

Le pouvoir d'achat des travailleurs du textile, déjà incroyablement bas, s'amenuise encore. Depuis octobre, les détaillants de l'alimentation enregistrent des baisses de 25 p. 100 de leur chiffre d'affaires. Et, à la fin du mois, va-t-on expulser tous ceux qui n'auront plus un sou pour payer leur loyer ?

La montée des revendications

La crise n'était pas imprévisible. C'est une crise de surproduction : on a gonflé les stocks, et maintenant on ne peut pas en assurer l'écoulement.

C'est aussi la première crise depuis l'ouverture du Marché commun. Et la politique concertée des professionnels allemands, les taxes anglaises sur les importations, la limitation des crédits bancaires du fait du plan de stabilisation... sont autant de facteurs qui, selon les syndicats, vont aggraver et faire durer cette crise.

Les travailleurs du textile ont pour revendication première « le salaire mensuel minimum de 500 F », revendication jugée « modeste » par le correspondant du Monde, et dont pourtant le patronat ne veut pas entendre parler.

Cette revendication est profondément ancrée chez les travailleurs, car elle correspond à une nécessité vitale. La lutte en sera d'autant plus sévère. Et les syndicats, dont la prise de conscience s'est accélérée depuis la grève des mineurs et les grèves de Nantes et Saint-Nazaire, semblent décidés à expliquer aux travailleurs que leur revendication ne sera satisfaite qu'à condition de transformer profondément le mode de gestion des entreprises.

Des revendications de gestion...

Dans le textile, « commandes fermes », versement d'acomptes, délais de livraison... sont des pratiques qui ne font pas partie des usages commerciaux. Les carnets de commandes sont constitués par des « ordres » qui n'engagent pas les clients qui les ont passés, qui peuvent ne pas être suivis de la « désignation ». Les stocks, alors, s'accumulent... c'est la mévente et le chômage.

Il faut donc obtenir que l'entreprise ait un plan de production correspondant aux besoins de la consommation. Revendiquer la modification des pratiques commerciales, c'est vouloir réunir les conditions permettant de prévoir les ventes, donc de planifier la production.

Par ailleurs, l'activité du textile est largement liée aux cours mondiaux des matières premières. Dans la mesure où les industriels sont aussi d'habiles boursiers, et comme les « règles » de la profession veulent que les prix de vente s'alignent sur les cotations en bourse, le patronat textile joue sur les fluctuations des cours pour empêcher un profit une première fois à l'achat, et une seconde fois à la vente.

La stabilisation des cours des matières premières est donc un facteur important de régulation de la production, et conditionne du même coup la possibilité d'organiser cette production. On peut noter de plus que cette stabilisation des cours est essentielle au développement des pays producteurs, qui sont essentiellement des pays en voie de développement.

...à la reconversion du textile

Il ne faut pas oublier les nombreuses petites entreprises qui ne survivent que par la spéculation et l'exploitation de la main-d'œuvre. Les travailleurs n'entendent pas les défendre, de plus en plus conscients qu'il faut en finir avec la mono-industrie dans l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing.

Des patrons aussi l'ont compris et reconvertissement leurs capitaux. Pour en faire quoi ? C'est ce que les syndicats entendent contrôler et posent des questions de plus en plus précises : « Où vont, à l'heure actuelle, les capitaux du textile ? Le patronat n'est-il pas en train, directement ou par l'intermédiaire des banques régionales, d'acheter dans l'agglomération lilloise le plus d'hectares possible ? »

Les syndicats dénoncent l'utilisation des capitaux du textile aux seules fins de la spéculation foncière et immobilière. C'est l'Union régionale du Textile C.F.D.T. qui déclarait récemment : « Le patrimoine industriel que constitue une usine textile n'est pas la seule propriété du chef d'entreprise. Les générations de travailleurs qui y ont peiné ont grandement contribué à la réalisation de ce patrimoine, et la collectivité doit demander des comptes sur l'utilisation qui est faite de l'argent dégagé de telles opérations. »

Un enjeu considérable

La revendication de l'ensemble des travailleurs du textile est : salaire minimum garanti de 500 F.

Mais il faut bien comprendre qu'il est vain d'espérer obtenir satisfaction tant que le chômage partiel sera considéré comme le moyen « normal » de régulariser la production. C'est par la transformation des règles de gestion de l'industrie textile qu'il faut obtenir cette régulation.

Il faut bien comprendre aussi qu'il faut amener les travailleurs à prendre conscience de la nécessité et des conditions de la reconversion de l'industrie textile.

A l'heure où se met en place la Commission de développement régional, où l'ensemble des syndicats siège, et à quelques mois des municipales, les travailleurs du textile vont

lancer une lutte dont l'enjeu est considérable.

Cette lutte ne sera pas facile, car on peut prévoir deux écueils :

— la tentation, au plus fort de la lutte, d'abandonner le fond des revendications pour le trop facile « Charlot, des sous » ou même « Pompidou, des sous » ;

— l'utilisation de la détermination des travailleurs par le néo-capitalisme qui s'efforce, dans le Nord, d'ébranler le capitalisme traditionnel toujours dominant.

Le Nord, région traditionnelle, va bouger. Il y aura bientôt deux ans, les mineurs concentraient sur lui l'attention du pays par une grève qui fut une démonstration magnifique de combativité, mais aux résultats fort minces, parce que les syndicats n'ont pas été au bout de leur lutte en ne posant pas au fond le problème de l'avenir des Houillères : le secteur nationalisé doit-il rester la vache à lait du capitalisme, ou, au contraire, exiger et prendre les moyens d'assurer son expansion ?

C'est une lutte analogue qui va s'engager, directement contre le patronat cette fois-ci. C'est le rôle du P.S.U. de dégager dans quelles conditions cette lutte s'engage. En allant au fond des choses, c'est le jeu des travailleurs que nous jouons, et non celui du patronat et des politiciens consciemment ou non à son service.

E. Pasoun.

AMNISTIE

Il en reste encore un en prison

Nous avons la joie de pouvoir annoncer à nos lecteurs, qui toujours leur ont manifesté leur sympathie et leur solidarité, la libération, pour Noël, de deux de nos camarades encore emprisonnés pour l'aide qu'ils avaient apportée au F.L.N. pendant la guerre d'Algérie.

Michel Bachelet et Gérard Marliot avaient été condamnés, en 1962, le premier à quatre ans de prison, le second à six ans de réclusion criminelle.

Depuis cette date, il n'avait jamais été possible de fléchir l'autorité judiciaire qui, à plusieurs reprises et particulièrement en mai 1962, se montra plus sévère pour eux que pour les complices des assassins de l'O.A.S.

On ne leur reconnut pas le bénéfice de l'« amnistie ».

De hautes autorités morales intervinrent en leur faveur et particulièrement notre camarade Daniel Mayer au nom de la Ligue des Droits de l'Homme. Rien n'y fit... jusqu'à aujourd'hui.

Mais la libération de nos deux camarades, à qui nous redisons toute notre affection, n'a pas été étendue à Henri Kazmierczak, condamné aux travaux forcés à perpétuité : il demeure en prison. Nous savons que, pour obtenir sa libération, nous aurons encore à lutter, mais nous continuerons notre action.

H. P.

AFFICHES

UNITÉ DES FORCES POPULAIRES
POUR LES ELECTIONS MUNICIPALES DE MARS 65
LISTES COMMUNES DE TOUTE LA GAUCHE



1

HALTE AUX SPECULATEURS
HALTE AU POUVOIR PERSONNEL
HALTE AUX AFFAIRISTES
HALTE AUX PROFITEURS

PARTICIPEZ A LA DEMOCRATIE LOCALE
AUX ELECTIONS MUNICIPALES DE MARS 65
LISTES UNIES
DES FORCES DE TOUTE LA
GAUCHE



2

Les deux affichettes ci-dessus (format 24x32) seront reproduites dans T.S. n° 221 et 222.

Dès maintenant, nous signalons qu'elles sont à la disposition des Fédérations au prix de 0,09 F l'unité :

Prenez les commandes :

Affichette 1 : ex. ;

Affichette 2 : ex. ;

à Tribune Socialiste, 54, bd Garibaldi, Paris-15^e, C.C.P. 58.265, Paris, Paiement à la commande.

MOYEN-ORIENT

Montée de la classe ouvrière arabe

Vue de loin, la crise qui sévit à Koweït, principauté de la péninsule arabique en bordure du golfe Persique, pourrait faire songer aux crises qui secouent épisodiquement Monaco, San Marin ou Andorre. Les dimensions politiques de cet événement ne doivent pas échapper à l'opinion socialiste occidentale.

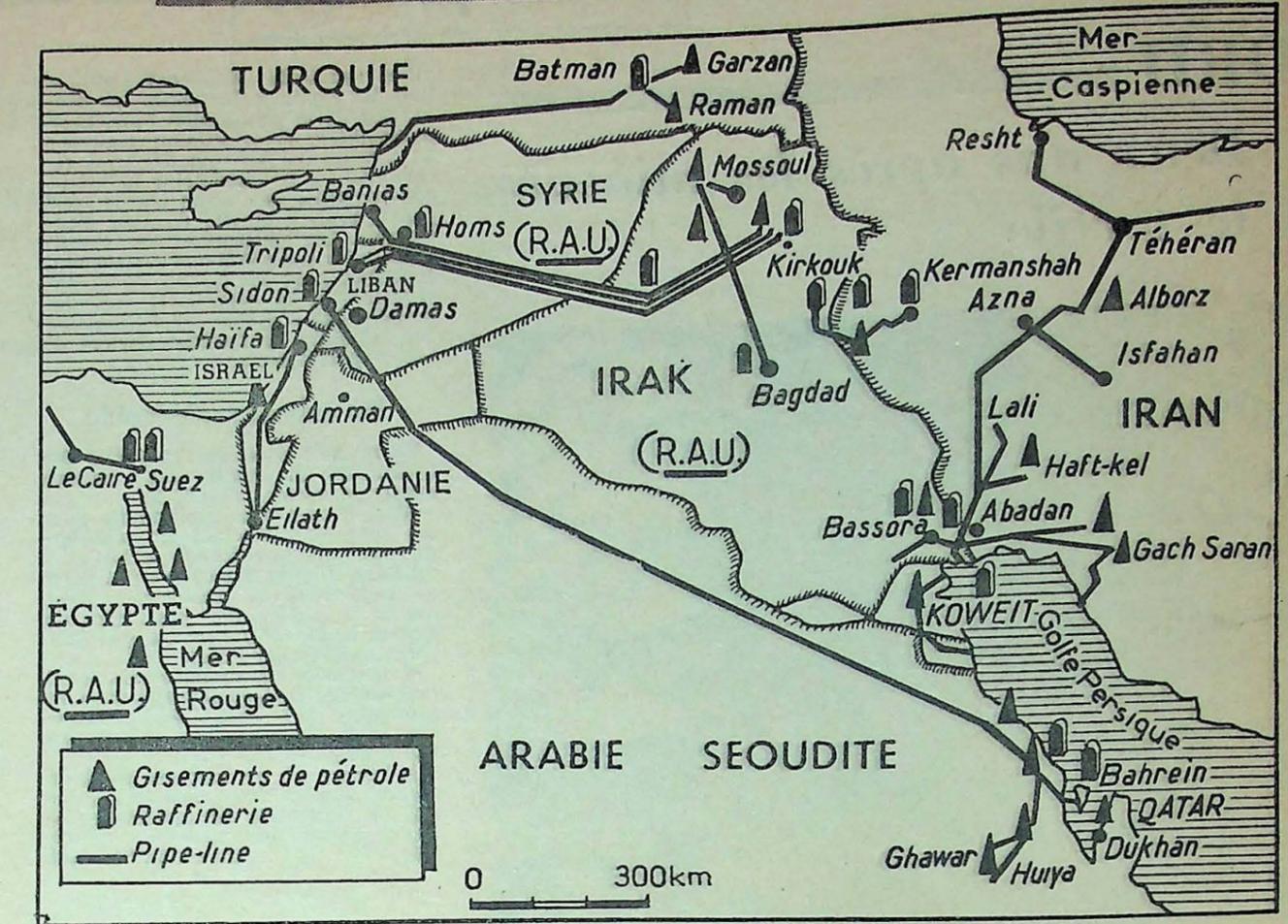
Ce ne sont pas des problèmes de casinos qui suscitent les actuels affrontements au Koweït. Cette principauté qui ne compte que 320.000 habitants produit à elle seule plus du quart du pétrole du Moyen-Orient. Sa production a été de 112.000 tonnes en 1963 pour un ensemble de 388.000 t dans les pays de la péninsule arabique et des côtes du golfe Persique.

Le Koweït et la démocratie

Au Koweït le pouvoir politique est aux mains d'un émir, de son fils, le prince héritier Sabah Salem Al Sabah, chef du gouvernement et d'un parlement ; le pouvoir économique est sous le contrôle d'une toute-puissante société pétrolière britannique, la K.O.C.

La crise actuelle met aux prises le prince héritier et la majorité du parlement qui conteste la composition du nouveau gouvernement. Celui-ci comprend trop de commerçants et d'administrateurs de grandes sociétés pour pouvoir être considéré comme vraiment représentatif de la population.

La K.O.C., compagnie intelligente laisse une part non négligeable de ses revenus à la principauté qui peut, de la sorte, alimenter le budget national et même aider à s'équiper un certain nombre d'autres pays arabes moins favorisés par la nature. Cette politique n'est



Autour de ces puits, les ouvriers se posent les mêmes problèmes (Photo A.D.P.)

contestée par personne. Mais la compagnie britannique a trouvé moyen de reprendre d'une main ce qu'elle donne de l'autre. Le Koweït ne produit que du pétrole. Tout le reste doit être acheté à l'étranger au grand profit d'intérêts internationaux et d'intérêts locaux liés à la K.O.C.

La vie est chère dans la principauté. Le pétrole rapporte annuellement 400 millions de dollars, on importe pour 243 millions de marchandises mais il n'y a dans le pays que 22.000 voitures particulières — nombre de privilégiés possédant à eux seuls deux véhicules — et 8.000

récepteurs de télévision. Les produits amenés de l'extérieur à grands frais rapportent surtout de copieux bénéfices aux exportateurs étrangers et aussi — fait important — à toute une classe locale d'importateurs, de négociants et de commerçants détaillants. La K.O.C. a favorisé la création d'une bourgeoisie autochtone solidement liée à ses intérêts. Quant aux innombrables ouvriers et employés de l'industrie pétrolière ils se trouvent frustrés de l'essentiel de richesses dont ils assurent la quasi-totalité de l'exploitation.

Il n'est pas rare, devant les fontaines ou au bord des ruisseaux de rencontrer des femmes lavant encore leur linge avec un morceau d'argile parce que le savon made in England ou made in U.S.A. coûte trop cher. Cela amène la classe ouvrière de la principauté à se poser des questions sur l'utilisation et la répartition du revenu national. C'est la raison majeure de la crise actuelle.

c'est sa signification politique. Partout aujourd'hui dans le monde arabe le développement de l'industrie du pétrole et les crises internes qu'elle suscite favorisent l'entrée en force dans l'arène politique des classes ouvrières de ces pays et non plus des fronts nationalistes hétérogènes. Aucun socialiste, aucun syndicaliste, du monde ne peut assister indifférent à cette mutation qui va contribuer au renforcement du mouvement ouvrier international.

Jacques Vivien.

U.R.S.S.

Progression dans l'industrie lourde et celle des biens de consommation

Selon la Direction centrale des Statistiques de l'U.R.S.S., la production industrielle globale s'est accrue, au cours des neuf premiers mois de cette année, de plus de 7 p. 100 par rapport à la même période de l'an dernier. On peut s'attendre à une progression plus rapide encore, d'ici à la fin de l'année, à cause de la mise en service d'un grand nombre de nouvelles unités et parce que les branches des industries légères et alimentaires disposeront de moyens accrus.

L'augmentation de production a concerné surtout l'industrie chimique (15 p. 100 au total), dont 50 p. 100 pour les pesticides, 28 p. 100 pour les engrais, 25 p. 100 pour les résines synthétiques et les matières plastiques, et 16 p. 100 pour les fibres artificielles et synthétiques.

La sidérurgie et la métallurgie non ferreuse, l'énergie électrique, les constructions mécaniques, les industries des métaux et des combustibles progressent également à des cadences accélérées. L'extraction de pétrole se serait accrue de 13,4 millions de tonnes, au cours des neuf mois considérés, la production de fonte de 2,6 millions de tonnes, celle d'acier de 3,5 millions de tonnes et celle de houille de 16,5 millions.

Quant aux industries légères et alimentaires, elles auraient enregistré, en neuf mois, les progressions suivantes : tissu, 281 millions de m² ; chaussures de cuir, 8,6 millions de paires ; téléviseurs, 348.000 pièces ; machines à laver, 430.000 pièces ; réfrigérateurs, 144.000 pièces ; meubles, 86 millions de roubles ; produits laitiers non écrémés, 393.000 tonnes ; sucre cristallisé, 852.000 tonnes ; fromage, 24.000 tonnes ; beurre, 15.000 tonnes ; huile, 31.000 tonnes ; poissons et produits de mer, 360.000 tonnes ; conserves, 726 millions de boîtes.

Pétrole et révolution

Ces événements n'auraient qu'un intérêt restreint s'ils étaient seulement la conséquence d'une situation particulière au Koweït. Mais il y a des puits de pétrole dans une bonne partie de la péninsule arabique et des régions voisines, et partout, dans ces endroits, des classes ouvrières qui sont en train de se poser les mêmes questions parfois même de tenter de leur trouver un commencement de solution.

Dans une première phase, les mouvements révolutionnaires arabes ont surtout été le fait d'officiers progressistes ou de paysans sans terre et victimes de féodalités agricoles. Aujourd'hui à Aden, encore sous tutelle britannique, ce sont les ouvriers des raffineries et de l'industrie portuaire qui constituent le fer de lance de la révolution, la lutte armée des paysans des montagnes du Radjan n'étant intervenue que postérieurement à l'action du prolétariat urbain. En Arabie séoudite, les syndicats des pétroles et des cimenteries apparaissent comme la seule force de contestation sérieuse du régime réformiste que tente d'instaurer le roi Fayçal partagé entre le désir de favoriser une jeune bourgeoisie dynamique et celui de ne pas mécontenter les chefs de tribu et le pouvoir religieux de La Mecque.

On ne sait encore ce que va donner dans l'immédiat la crise au Koweït. Ce n'est d'ailleurs qu'une question secondaire. L'important,

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gallimard Flâchette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS I "Une extraordinaire réussite, ce Littré".

JEAN PAULHAN de l'Académie Française

"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".

MAURICE GARÇON de l'Académie Française

"Un cadeau royal et précieux".

FRANÇOIS MAURIAU de l'Académie Française

"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où déborde le mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".

MARCEL JOUHANDEAU

"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".

RAYMOND QUENEAU de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée.

La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)

(Valable seulement pour la France Métropolitaine) Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)

comptant à réception des volumes : 406 Fr.

en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35

en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom..... Profession.....

Adresse..... Signature.....

N° C.C.P. ou bancaire.....

T.S. 12

CINÉMA

« Une femme mariée »

de Jean-Luc Godard



Macha Méril et Bernard Noël : quelle différence y a-t-il entre un amant et un mari ?

Comme tous les poètes, Jean-Luc Godard croit aux vertus des images ; comme eux, également, il connaît les limites de leur pouvoir. Alors parfois, lucidement, il brise les miroirs pour exprimer son refus de la fascination. D'où ces flashes-canulars, ces « gamineries » visuelles, ces pirouettes dans l'humour qui déroutent ou exaspèrent. Mais cela porte. Impossible d'être dupe. Impossible de ne pas se demander, après avoir vu Une femme mariée : « Quelle différence y a-t-il entre un amant et un mari ? » Du point de vue de la femme (Macha Méril), bien entendu, la morale n'ayant rien à voir entre ces draps blancs où viennent agoniser tous les mirages de l'amour. L'amour forcé, froissé, écrasé, vaincu par le rythme de la vie ; étouffé par la lenteur insi-

nuante des gestes quotidiens, leur répétition « tuante ».

Godard, derrière sa caméra, sait piéger les moments caractéristiques de la liaison et de l'existence conjugale de son héroïne. De la journée de cette « femme mariée » qui hésite entre son amant (Bernard Noël) et son mari (Philippe Leroy), ne subsistent que des minutes de vérité. Quatre-vingt-dix minutes de bonheur, d'affolement, de lassitude, d'ennui, d'abandon, de coquetterie, d'illusion et de bonheur à refaire. Éternels jeux de glaces qui dévoilent, éternel ballet de mains qui ne se dénouent que pour mieux épouser à nouveau les contours d'un absolu difficile à vivre.

Jean-Jacques Vernon.

Liberté bien illustrée

Heureuse idée que ce Festival du Film libre que la Fédération de la Seine de la Ligue de l'Enseignement vient d'organiser à Paris (18 décembre) « pour la défense et l'illustration d'un esprit créateur qui considère le cinéma comme un art en prise sur les réalités de notre temps ». Initiative nécessaire même, qui ne pourra qu'encourager la production d'œuvres intéressantes. Les Diamants de la nuit, du Tchèque Jean Nemeč, œuvre dure et poétique (comme son titre) est un Grand Prix incontestable. Mais dans le domaine des courts métrages, il faudrait éviter, à l'avenir, de trop sacrifier aux brillances

du formalisme (Auto, de Lubtchansky, par exemple).

Excellent « Prix de la satire », en revanche, avec Rond-point des impasses, de Gozlan, Gesbert et Chalon. Cette charge (parfois facile) des romans-photos déplaît tellement à M. Cino del Duca (cité opportunément) que le « condottiere » de la presse du cœur s'efforce de la faire interdire. Il faut donc se solidariser sans tarder avec les auteurs du film en écrivant au Comité d'action du Spectacle : Guy Chalon, 4, avenue de la Porte-de-Ménilmontant, Paris (20^e).

J.-J. V.

LIVRES

Paris au mois d'août

de René Fallet (Prix Interallié)

René Fallet a connu le grand succès avec sa première œuvre, en grande partie autobiographique : Banlieue Sud-Est. C'est un peu plus tard que je l'ai connu, il était déjà Prix Populaire et c'était le temps où Le Tripporteur était en gestation.

Avec humour et une gouaille vengeresse par instants, René Fallet raconte en réalité presque toujours une histoire d'amour, c'est un senti-

mental avec pudeur. La première de ses qualités est qu'il se lit facilement, c'est pour moi une grande qualité car je pense qu'il n'y a pas de chef-d'œuvre ennuyeux...

Vous passerez avec Paris au mois d'août deux heures agréables. Tenez, écoutez ces bribes de conversation qui constituent le début du livre : « Oh ! j'ai commencé tout petit... J'ai vendu un juif en 42. Pas cher. J'en

ai sauvé un en 43. Plus cher. C'est ce que je dis : vaut mieux faire le bien. »

Parlant d'une concierge comme je ne vous en souhaite pas une, il dit : « La mère Pampinç était la descendante en ligne directe des concierges de 71, donneuses de communards, et

qui eurent plus de sang sur les mains en une semaine, que de poussière leur vie durant. »

Lisez ce livre, deux heures de rire et de sourires de toute sorte, cyniques, attendris, émus, c'est rare par les temps qui courent.

P. B.

L'œuvre de Léon Blum

Le cinquième volume de L'Œuvre de Léon Blum vient de paraître (1). Il comprend les textes relatifs à la période qui va de l'émeute du 6 février 1934 au mois de mars 1937 : formation du Rassemblement populaire, première expérience d'unité d'action entre parti communiste et S.F.I.O. depuis la rupture de 1920, œuvre du gouvernement de 1936. Outre l'intérêt que présente en elle-même cette phase de l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste, cette publication a pour nous un caractère émouvant. Le travail de rassemblement et de classification des textes, la rédaction des notes qui rappellent, en tête des chapitres, l'essentiel des événements politiques, avaient été confiés à Oreste Rosenfeld qui, pendant toute cette période, avait vécu quotidiennement auprès de Léon Blum, dans une intimité et confiante collaboration. Lorsque la mort l'a surpris, Rosenfeld n'avait plus qu'à rédiger l'introduction générale. Nous exprimons ici à l'ami disparu notre affectueuse reconnaissance pour le soin et la ferveur avec lesquels il a mené à son terme ce dernier travail. Le volume relatif aux années 1937-1940, qui paraîtra sans doute dans quelques mois, a été également préparé par Oreste Rosenfeld.

A de très rares exceptions près, les textes publiés aujourd'hui datent de la période 1934-1937 : articles du Populaire, discours de réunions publiques, interventions au Parlement ou à la S.D.N., ce sont des écrits d'action et de combat, directement liés à l'événement, inspirés par les nécessités de la bataille. Cela signifie qu'assurément Léon Blum n'y dit pas tout ce qu'il aurait eu à dire s'il avait entrepris de dresser, avec le recul du temps, un bilan d'ensemble de ce que fut alors son action comme leader de l'opposition d'abord, comme chef de gouvernement ensuite. Mais ces textes, précisément parce qu'ils sont des écrits de circonstance, des documents bruts dépouillés de tout commentaire, nous restituent l'atmosphère de la lutte politique et sociale des années 1934-1937. Ils en ont conservé la résonance.

S'il s'élève, aujourd'hui, des discussions à propos du Front populaire et de l'action du gouvernement de Léon Blum, c'est presque uniquement dans les rangs de la gauche. Aussi les jugements en sont-ils souvent faussés, surtout chez les hommes qui appartiennent aux générations de l'après-guerre. On en vient à raisonner inconsciemment comme si la victoire électorale de mai 1936 avait brusquement anéanti toute capacité de résistance et de contre-offensive de la droite et de l'extrême-droite. Ce qui frappe, lorsqu'on lit ou relit ces articles et ces discours, c'est combien la réalité fut différente de cette image qui s'est imposée à tant d'esprits. La coalition du Front populaire et son gouvernement de 1936 furent constamment et violemment harcelés par la réaction, et pas seulement au Parlement, mais aussi dans le pays, ainsi que les événements ultérieurs devaient le confirmer.

Un autre intérêt qui nous attache à ces textes tient à la méthode d'analyse et de commentaire de Léon Blum. Jamais les contingences, les péripéties et les difficultés immédiates du combat politique n'ont fait de lui un opportuniste, même au sens le plus favorable du terme. Toutes les affaires, tous les incidents qu'il commente, toutes les décisions qu'il prend, tous les choix sont toujours replacés dans la perspective la plus large de l'avenir du mouvement socialiste. On a le sentiment qu'en présence de tout événement, Léon Blum se pose la question suivante : comment répondre aux exigences du moment sans perdre de vue les desseins plus vastes du socialisme ; comment concilier l'engagement politique immédiat, l'insertion des forces socialistes dans la réalité présente avec les nécessités d'une action à long terme ?

C'est ainsi que, dès le mois de juillet 1935, bien avant qu'il prit le pouvoir, à une date où il ne pouvait prévoir qu'il deviendrait chef de la coalition victorieuse et de son gouver-

nement, il marque avec précision la portée et les limites du choix qu'il a fait depuis l'émeute du 6 février, unité d'action avec les communistes et constitution du Front populaire :

« J'ai été amené à considérer, en présence et en fonction de la menace fasciste, que l'occupation du pouvoir politique par le prolétariat pouvait devenir indispensable quand bien même elle laisserait subsister intacts les cadres du capitalisme.

« ... Permettre ou empêcher la conjonction, la confusion entre les forces fascistes et les forces gouvernementales peut représenter pour le prolétariat un péril mortel ou un intérêt vital. Il peut donc être amené à envisager la détention du pouvoir politique en dehors de toute possibilité de transformation révolutionnaire et dans l'unique dessein d'en interdire l'accès au fascisme et à ses complices.

« ... L'occupation du pouvoir peut devenir, dans les circonstances données, l'épisode décisif de la lutte du socialisme contre le fascisme. »

Mais en même temps (on le voit par tous ses commentaires sur l'établissement du programme commun), Léon Blum s'efforce de marquer la coalition de l'empreinte du mouvement ouvrier autant que les circonstances le permettent ou l'imposent. « Un gouvernement d'occupation du pouvoir, bien que constitué essentiellement pour la lutte contre le fascisme, ne saurait être conçu sans un programme de lutte immédiate contre la crise (2). La lutte contre le fascisme perdrait toute son efficacité si elle conservait un caractère exclusivement défensif. » Et l'on verra, par ses commentaires, qu'il n'a pas ménagé ses efforts, aussi bien en direction des communistes que des radicaux, pour que le programme de Front populaire comprenne davantage de réformes de structure.

Etablissement d'un programme commun, nécessité d'arracher le pouvoir politique aux forces antidémocratiques, difficultés à surmonter pour réaliser l'unité d'action politique et syndicale : n'est-il pas évident que ce sont toujours nos problèmes ?

C'est dire que ce recueil d'articles et de discours n'est pas seulement un document pour les historiens ou un émouvant retour sur le passé pour ceux qui ont vécu, dans leur jeunesse, l'expérience du Front populaire. Il est aussi un aliment pour la réflexion militante des socialistes d'aujourd'hui, quels que puissent être leurs sentiments à l'égard de l'avenir et leurs jugements sur son action et celle des partis qui constituaient le Front populaire. Nous ajouterions, si cela n'était déjà connu, qu'on y retrouve le talent d'écrivain que l'histoire du journalisme politique en France honorera parmi les plus grands.

Robert Verdier.

P.-S. — La Fondation nationale des Sciences politiques organisera, au printemps 1965, un colloque d'historiens et de spécialistes de science politique sur l'action de Léon Blum en 1936-1937.

(1) Éditions Albin Michel. 520 pages in 8°, 24,68 F. t. l. comprise.
(2) La crise, née de la politique de déflation de Laval, qui avait aggravé la récession économique, entraîné la baisse des salaires et provoqué le chômage.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 23 au 29 décembre

La femme du sable

A propos des élections municipales

QUAND LA S.F.I.O. CHERCHE A JUSTIFIER SA TACTIQUE

C'ÉTAIT il y a moins d'un an, à l'époque des « Colloques socialistes ». A chacune des séances, Gérard Jaquet intervenait pour rappeler les décisions de son parti : la S.F.I.O. avait maintenant tourné le dos aux alliances centristes ou aux coalitions de type « Contrat des Non » ; le Parti socialiste était désormais persuadé que la seule réplique efficace à opposer au régime gaulliste était l'alternative socialiste. Ces propos, plus de 150 participants les ont entendus et pourraient en témoigner. Bien sûr, il y avait quelques mauvais esprits qui se félicitaient d'une telle évolution, mais qui mettaient en doute son caractère irréversible ; mais Jaquet répondait à tous avec la rondeur et la flamme qu'on lui connaît, et il finissait souvent par emporter l'adhésion. On pouvait vraiment croire qu'au sein de la « vieille maison » un important changement était en train de s'amorcer ; plus exactement, on pouvait penser qu'à l'intérieur de la S.F.I.O., une équipe, représentative et décidée engageait la bataille contre les vieilles compromissions et pour le redressement du Parti.

QUELQUES mois ont passé... les échéances électorales approchent... et voilà que dans « le Populaire » (22-23 décembre), Gérard Jaquet, toujours, entreprend de justifier la tactique électorale de son parti et proclame à peu près le contraire de ce qu'il affirmait l'hiver dernier ; il est vrai que pour la S.F.I.O., à en croire la réponse que Georges Brutelle a faite à nos récentes propositions, il y aurait deux domaines distincts : d'une part « les problèmes fondamentaux et permanents qui préoccupent les socialistes » et dont ils doivent débattre, d'autre part les « questions circonstancielles » qui, si elles étaient évoquées, risqueraient de bloquer la véritable discussion. Nous rejetons totalement pour notre part une distinction aussi spécieuse : la vie politique est une ; l'orientation d'un Parti se juge certes aux déclarations de ses tribuns, mais plus encore aux choix qui sont faits devant les problèmes du moment. Des flots de discours font moins pour éclairer le véritable visage de la S.F.I.O. que la tactique mise au point par son récent Conseil national pour les prochaines municipales. Il n'est cependant pas sans intérêt que le directeur du « Populaire » éprouve le besoin de répondre aux cri-

tiques suscitées par cette tactique ; on peut y voir l'aveu que les décisions prises rencontrent des résistances parmi les militants du Parti socialiste, comme dans les milieux qu'influence la S.F.I.O.

EXAMINONS donc les arguments de Gérard Jaquet : dans les villes de plus de 30.000 habitants, nous dit-il, là où joue la nouvelle loi électorale, la S.F.I.O. préférerait présenter des listes démocratiques de gauche (le contexte oblige à traduire des listes de Troisième Force), si elles ont chance de l'emporter. Mais, là « où de telles listes n'ont pas une chance raisonnable de triompher, nous sommes prêts — c'est toujours lui qui parle — pour battre l'U.N.R. à étendre nos coalitions vers des modérés antigauillistes, mais indiscutablement républicains, ou vers des représentants du Parti communiste. » Notons d'abord qu'une telle énumération pêche par omission : chacun connaît au moins dix villes de France dans lesquelles la S.F.I.O. partage encore aujourd'hui la gestion municipale avec l'U.N.R. et n'a pas manifesté jusqu'ici l'intention de s'en séparer ; il ne s'agit pas de chefs-lieux de canton puisque parmi ces villes figurent Marseille ou Toulouse. Notons ensuite la symétrie établie entre les modérés antigauillistes et le Parti communiste ; Jaquet écrit dix jours après la grande grève du 11 décembre qui a vu cette imposante manifestation des travailleurs, mais aussi la campagne systématique de dénigrement menée à leur égard par « Le Figaro » ou « l'Aurore », ces « modérés antigauillistes, indiscutablement républicains » ; il est grave qu'un des leaders du Parti socialiste ose placer sur le même plan des réactionnaires qui partagent toutes les options sociales du régime, et des travailleurs qui luttent contre ce régime et dont beaucoup sont communistes. Cet amalgame est tout simplement scandaleux, mais il répond au vieux rêve de la S.F.I.O., celui du parti centriste qui, suivant les circonstances, tend sa sébile à droite ou à gauche, dans l'espoir de manger aux deux rateliers.

LE « Contrat des Non » ayant fait en 1962 la preuve de son inefficacité, Gérard Jaquet entreprend de nous démontrer qu'il n'est pas question de le faire revivre. C'est ici que son argumentation devient proprement stupé-

fiant : il y a deux ans, nous dit-il, les formations ainsi réunies avaient établi un programme en commun (il y aurait beaucoup à dire sur ce catalogue de jérémiades défensives qui connut le succès que l'on sait), cette fois, ce n'est plus la même chose ; plus de programme ; « avec nos nouveaux associés, pas le moindre accord de politique générale. » Et voilà ce qui constitue un progrès ! Et voilà ce qui devrait nous rassurer ! Donc, face à de Gaulle et à l'U.N.R., on verra des agglomérats opportunistes affronter la bataille sans être d'accord sur rien. Sur les mêmes listes s'accoupleront ceux qui, une fois élus, voteront des subventions aux écoles libres et ceux qui réclameront l'abolition des lois antilaïques ; ceux qui spéculent sur les terrains à bâtir et ceux qui en réclament l'attribution aux municipalités ; ceux qui n'ont jamais conçu qu'un régime de notables et ceux qui veulent associer à la gestion des communes l'ensemble des citoyens. Et Gérard Jaquet tient pour terminer à nous donner un exemple concret de « la bonne tactique qui répond pleinement à la volonté qui est la nôtre de combattre efficacement le régime actuel ». Cet exemple, il l'emprunte à Dijon où il nous prédit le défilé de la victoire en mars prochain. Tous auront fait un rempart de leur corps pour défendre la mairie contre les entreprises de l'U.N.R. ; il y aura là les républicains et les démocrates, les socialistes et même peut-être les communistes ; et pour symbole, en tête, la soutane rapiécée du vieux chanoine nonagénaire. Décidément, c'est toute la France de demain qui défilera !

NON, avec de telles méthodes, on ne mobilisera pas grand monde pour la bataille des municipales, ni les syndicalistes que seul un accord de la gauche pourrait faire sortir de leur réserve, ni les milliers d'inorganisés et de jeunes qui ne se reconnaissent en rien dans la France gaulliste, qui sont prêts à aller à la bataille à la condition qu'on leur offre des perspectives de succès, mais qu'on ne les entraîne pas une fois encore à repenser la précédente bataille. Alors, Gérard Jaquet pourra dans quelques mois, expliquer à des salles de moins en moins garnies l'évolution décisive marquée par le prochain Congrès de la S.F.I.O.

Marc Heurgon.